



MARCHE PUBLIC DE SERVICES

CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIERES

*Etabli en application des articles L2124-2, R2124-2, R2161-2 à R2161-5 (Appel d'offres ouvert),
L2125-1, R2161-1 à R2162-6, R2162-13 et R2162-14 (Accord-cadre à bons de commande)
du Code de la commande publique*

Pouvoir adjudicateur :

**Centre Hospitalier Bretagne Atlantique
Fonction Achats mutualisée**

En qualité d'Etablissement support du Groupement Hospitalier Brocéliande Atlantique

Etablissements parties bénéficiaires :

**Centre hospitalier Bretagne Atlantique
Centre hospitalier Alphonse Guérin
Centre hospitalier de Josselin
EHPAD de Malestroit
Centre hospitalier de Belle-Ile en Mer
Centre hospitalier Basse Vilaine
EPSM Morbihan**

Objet du marché public :

**MAINTENANCE PREVENTIVE ET CURATIVE
DES PORTES ET DES BARRIERES AUTOMATIQUES**

SOMMAIRE

CHAPITRE 1. PRESENTATION GENERALE	3
ARTICLE 1 OBJET DU MARCHE PUBLIC	3
ARTICLE 2 LIEUX D'EXECUTION	3
ARTICLE 3 REGLEMENTATION ET TEXTES APPLICABLES	3
CHAPITRE 2. DESCRIPTION DES PRESTATIONS DE MAINTENANCE.....	4
ARTICLE 4 PRESTATIONS A EFFECTUER.....	5
A) Maintenance préventive	5
B) Maintenance corrective (dépannages)	7
C) Prestations spécifiques	8
D) Pièces	9
ARTICLE 5 MODALITES D'EXECUTION.....	9
A) Prévention	9
B) Accès-consignes	9
C) Clauses d'exécution environnementales	10
ARTICLE 6 DOCUMENTS D'INTERVENTION.....	11
A) Compte rendus suite à intervention	11
B) Compte rendus suite à panne provoquant une immobilisation de l'équipement supérieur à 6h00	11
C) Compte rendus suite à panne répétitive	12
D) Compte rendus annuels.....	12
E) Compte rendus sur demande de l'établissement.....	12
F) Compte rendus sur GMAO du centre hospitalier Bretagne Atlantique	12
G) Information des usagers	12

Annexes CCTP (documents à part)

Annexe 1 : Liste des équipements des établissements

Annexe 2 : Coordonnées du personnel technique des établissements

ARTICLE 1 OBJET DU MARCHE PUBLIC

Le présent marché public a pour objet d'assurer la maintenance des portes et des barrières automatiques des Etablissements parties du Groupement hospitalier Brocéliande Atlantique :

- Centre hospitalier Bretagne Atlantique
- EPSM Morbihan
- Centre hospitalier Alphonse Guérin
- Centre hospitalier Josselin
- EHPAD de Malestroit
- Centre hospitalier de Belle-Ile-En-Mer
- Centre hospitalier Basse Vilaine

Le présent C.C.T.P. définit et encadre les conditions générales et techniques des missions que le prestataire doit respecter en tout point.

Les opérations de contrôle et de maintenance doivent être assurées par un personnel habilité et formé pour intervenir sur les équipements à contrôler.

ARTICLE 2 LIEUX D'EXECUTION

La consistance, le nombre et les caractéristiques des équipements, objet du présent accord-cadre sont mentionnés à l'annexe 1 du CCTP pour chaque établissement.

ARTICLE 3 REGLEMENTATION ET TEXTES APPLICABLES

Le Titulaire ne peut se prévaloir dans l'exercice de sa mission d'une quelconque ignorance des textes énumérés ci-dessous, des lois, décrets, arrêtés, règlements, circulaires, de tous textes administratifs nationaux et d'une manière générale, de tout texte et de toute la réglementation intéressant son activité pour l'exécution du présent marché public.

Le Titulaire est tenu de respecter les lois, décrets, arrêtés et règlements administratifs, normes homologuées, en vigueur au moment de la signature de l'accord-cadre. Il est rappelé, ci-après et sans exhaustivité, quelques textes de portées générales :

- NF X60-000 (avril 2016) Maintenance industrielle - Fonction maintenance ;
- NF EN 13306 (janvier 2018) Maintenance - Terminologie de la maintenance ;
- NF X50-501 Septembre 2007 Maintenance - États de référence des biens : vocabulaire des activités de rénovation et de reconstruction ;
- Arrêté du 21 décembre 1993 relatif aux portes et portails automatiques et semi- automatiques sur les lieux de travail ;
- Code du travail, articles R4224-12 et R4224-13 pour les portails et les portes et R4224-17 pour la traçabilité de maintenance ;
- Arrêté du 2 juillet 2004 portant application aux portes, portails et barrières du décret n° 92- 647 du 8 juillet 1992 concernant l'aptitude à l'usage des produits de construction, modifié par les décrets n° 95-1051 du 20 septembre 1995 et n° 2003-947 du 3 octobre 2003 ;
- Avis du 28 octobre 2006 relatif à l'application du décret n° 92-647 du 8 juillet 1992 modifié par les décrets n° 95-1051 du 20 septembre 1995 et n° 2003-947 du 3 octobre 2003, concernant l'aptitude à l'usage des produits de construction et de l'arrêté du 2 juillet 2004 appliquant ce décret aux portes, portails et barrières (directive du Conseil des Communautés européennes 89/106/CEE du 21 décembre 1988) ;
- Décret n°2015-1084 du 27 août 2015 relatif à la compatibilité électromagnétique des équipements électriques et électroniques ;

- Avis du 3 mars 2015 relatif à l'application du décret n° 2006-1278 du 18 octobre 2006 relatif à la compatibilité électromagnétique des appareils électriques et électroniques (Directive 2004/108/CE du Parlement européen et du Conseil du 15 décembre 2004) ;
- NF DTU 34.1 (août 2014) Travaux de bâtiment – Mise en œuvre des portes et portails industriels, commerciaux et résidentiels ;
- NF EN 13241+A2 (novembre 2016) Portes et portails industriels, commerciaux et de garage – Norme de produit, caractéristiques de performance ;
- NF EN 16034 (septembre 2015) Blocs-portes pour piétons, portes et fenêtres industrielles, commerciales et de garage – Norme de produit, caractéristiques de performance – Caractéristiques de résistance au feu et/ou d'étanchéité aux fumées ;
- NF EN 12425 (septembre 2000) Portes et portails industriels, commerciaux et de garage résistance à la pénétration d'eau- classification ;
- NF EN 16005 (décembre 2012) Blocs-portes motorisés pour piétons - Sécurité d'utilisation ;
- NF EN 12433-1 (décembre 1999) Portes industrielles, commerciales et de garage – Terminologie – Partie 1 : types de fermetures et portails ;
- NF EN 12433-2 (décembre 1999) Portes industrielles, commerciales et de garage – Terminologie – Partie 2 : constituants des fermetures et portails ;
- NF EN 12453 (août 2017) Portes et portails industriels, commerciaux et résidentiels – Sécurité d'utilisation des portes et portails motorisés – Exigences et méthodes d'essai ;
- NF EN 12604 (octobre 2017) Portes et portails industriels, commerciaux et résidentiels – Aspects mécaniques – Exigences et méthodes d'essai ;
- NF EN 12635+A1 (février 2009) Portes équipant les locaux industriels, commerciaux et les garages – Installation et utilisation ;
- NF EN 12978+A1 (septembre 2009) Portes et portails équipant les locaux industriels et commerciaux et les garages – Dispositifs de sécurité pour portes motorisées – Prescriptions et méthodes d'essai ;
- Arrêté du 25 juin 1980 modifié portant approbation des dispositions générales du règlement de sécurité contre les risques d'incendie et de panique dans les établissements recevant du public (ERP) ;
- Arrêté du 30 décembre 2011 portant règlement de sécurité pour la construction des immeubles de grande hauteur et leur protection contre les risques d'incendie et de panique ;
- NF C 15-100 Installations électriques basse tension ;
- NF C 18-510 (janvier 2012) Opérations sur les ouvrages et installations électriques et dans un environnement électrique - Prévention du risque électrique ;
- Textes réglementaires relevant du Code du travail relatif à la prévention du risque électrique repris dans le circulaire DGT 2012/ 12 du 09/10/12 relative à la prévention des risques électriques ;
- Code du travail articles R4532-1 à R4532-76 relatifs à la coordination de la sécurité et de la protection de la santé relève et articles R4511-1 à R4514-10 du même code, relatifs aux interventions d'entreprises extérieures.

CHAPITRE 2. DESCRIPTION DES PRESTATIONS DE MAINTENANCE

Au préalable :

La consistance des installations est détaillée à l'annexe 1 du présent CCTP et comprend l'ensemble des portes automatiques, portails, grilles à enroulement et barrières levantes.

Les caractéristiques des appareils et équipements objets du présent accord-cadre, leur nombre, leur emplacement sont mentionnés au cas par cas par les établissements parties de l'accord-cadre.

Le titulaire reconnaît avoir la complète connaissance des équipements concernés, de leurs abords, de leur environnement et de leurs conditions d'accès.

En conséquence, le titulaire est réputé, pour le bon déroulement des opérations :

- Prendre en charge les équipements concernés en toute connaissance de cause et les accepter dans l'état ;
- Avoir signalé lors de la remise de son offre les désaccords ou observations éventuels.

En aucun cas, le titulaire ne peut invoquer, sans ces remarques préalables, des omissions, des erreurs, des contradictions ou interprétations pour se soustraire, se limiter dans l'exécution des prestations ou de refuser de les réaliser, dans le cadre de ses engagements.

Le prestataire ne doit pas laisser s'installer une situation dangereuse pouvant porter atteinte à la santé, à la sécurité et aux biens des personnes. A cet effet, il doit informer l'établissement de toute situation dangereuse existante à la prise du contrat ou pouvant survenir par la suite en cours de contrat, de proposer des solutions adéquates et commentées visant à éliminer les situations à risques et de proposer des devis appropriés.

A la fin du marché, le Titulaire laisse les installations en parfait état de propreté, de fonctionnement, de sécurité et libre de tous verrouillages interdisant la gestion normale des équipements.

Le Titulaire doit informer les services techniques avant d'effectuer toute intervention **et avoir reçu un accord préalable avant intervention.**

Pour chacune des opérations, le titulaire doit prendre toutes les dispositions pour interdire l'accès à l'appareil durant son intervention.

Des prestations de services complémentaires aux exigences minimales de la réglementation sont demandées au titre du contrat afin de prendre en compte les exigences techniques de fonctionnement des établissements.

Le prestataire s'engage à mettre en œuvre tous les moyens pour assurer la maintenance préventive et curative de l'installation selon les prescriptions définies.

L'intégralité des interventions (préventives et curatives) sont consignées dans un carnet d'entretien mis à disposition par l'entreprise.

Le marché comprend une information technique de 1^{er} niveau de maintenance du personnel technique des établissements concernés pour les premières interventions sur les portes. Cette information se fait lors d'une intervention en concertation avec le technicien de l'établissement

ARTICLE 4 PRESTATIONS A EFFECTUER

A) Maintenance préventive

La société prépare en début de chaque période contractuelle, un planning prévisionnel de visite de maintenance pour l'année en cours. Elle le remet au responsable de maintenance de l'établissement concerné avant la fin du mois de janvier. Le planning est proposé pour validation au référent technique de l'établissement **au minimum 3 mois avant le début des interventions.**

Les prestations sont effectuées :

- Du lundi au vendredi entre 8 heures et 18 heures sauf jours fériés pour les équipements des blocs opératoires conventionnels, des blocs ACA et de la cardiologie,
- Du lundi au vendredi entre 18 heures et 8 heures sauf jours fériés pour le reste des équipements.

Durant cette visite de maintenance, un bilan de sécurité et d'état est effectué et consigné sur une fiche récapitulative (une fiche par matériel).

Les prestations minimales à effectuer au cours des visites de la maintenance préventive sont les suivantes :

PORTES PIETONNES

- **Vérification, nettoyage, réglages mécaniques** : Galets et contre galets, rail de roulement et guide de courroie, moteur réducteur, caisson et articulation, joints d'étanchéité ;

- **Vérification des circuits électriques et électroniques** : Radars, cellules infrarouges, éléments de connectique ;
- **Vérification des appareils de commandes de sécurité** : Module de commande, dispositif anti-panique et verrouillage ;
- **Vérification des principaux paramètres de la porte** : Vitesse d'ouverture et de fermeture, largeur d'ouverture et alignement des vantaux.

Le bilan de sécurité et d'état consiste à vérifier pour ces matériels les points suivants (à consigner sur une fiche récapitulative par équipement) :

- **Sécurité** : Protection ouverture, protection fermeture, cellule, feu clignotant / hublot d'éclairage, parachute, marquage au sol, bande de visualisation ;
- **Dispositif transmission** : Courroie / vis sans fin, ressort, galets / contre-galets, chariots, câble / chaîne, rail de roulement / axe, autres... ;
- **Éléments constitutifs** : Capot – fixation, vantaux / panneaux – fixation, joints, articulations ;
- **Organe de commande** : Radars / bouton poussoir / badge, sélecteur de commande, autres... ;
- **Dispositif anti-panique** : Sando / batterie / autres ;
- **Réouverture sur obstacle** : Valider le bon fonctionnement ;
- **Mécanisme** : Motorisation, logique de commande, verrou / gâche, butée de fermeture, poulie / contre-poulie, fin de course, autres... ;
- **Éléments fixes – fixations** : Joints, jambages / poteaux – fixations ;
- **Vitesse d'ouverture et de fermeture** : Valider le bon fonctionnement ;
- **Connexions électriques** : Valider la bonne connexion .

PORTES INDUSTRIELLES – RIDEAUX METALLIQUES

- **Contrôle de l'état et réglage** : du limiteur d'effort, des organes de sécurité (cellule, sécurité de coincement et de cisaillement, parachutes, éclairage de zone de feux clignotants, matérialisation de la zone et débattement), des fixations de la porte, des câbles, chaînes et ressorts, des galets et guidage ;
- **Nettoyage** : des rails de guidage horizontaux et verticaux, des chaînes, câbles, sangles, des roulettes de guidage ;
- **Lubrification** : des chaînes, des axes de galet, des axes d'accouplement des parachutes ;
- **Vérification du coffret de commande** : fixation, état du câblage, serrage des bornes, calibrage des fusibles, des thermiques et des différentiels.

Le bilan de sécurité et d'état consiste à vérifier pour ces matériels les points suivants (à consigner sur une fiche récapitulative par équipement) :

- **Dispositif de sécurité** : anti-chute, éclairage de zone, feux clignotant, barre palpeuse, marquage au sol, liaison mobile, système de fermeture automatique, réouverture sur obstacle, autres... ;
- **Dispositif de commande** : lecteur de cartes, lecteur de clés, radar, cellules, clavier à code, boîte à boutons, télécommande, autres... ;
- **Dispositif électronique** : alimentation, carte électronique, moteur, vérification des connexions électriques, autres... ;
- **Dispositif de fermeture** : verrou, serrures électriques, blocages au sol, ventouses électromagnétiques, vitesse d'ouverture et de fermeture ;
- **Dispositif mécanique** : vérification des butées, resserrer la visserie, graisser les gonds, vérification des fixations, réglage des fin de courses.

PORTES DE GARAGE ET PORTAILS – BARRIERES

- Vérification du bon fonctionnement des dispositifs de sécurité des personnes (lames palpeuses, pressostats, cellules photo-électriques, etc...) ;
- Vérification du bon fonctionnement du débrayage manuel ;
- Vérification du bon fonctionnement du limiteur d'effort ;
- Vérification des articulations (charnières, pivots, etc...) ;
- Vérification des cycles de fonctionnement ;
- Vérification du bon fonctionnement et de l'état de la signalisation (feux orange clignotants, éclairage et matérialisation

- au sol de l'aire dangereuse de mouvement) ;
- Vérification des éléments de transmission du mouvement (bras articulés, câbles, chaînes, courroies...) ;
- Lubrification et réglage nécessaire au bon fonctionnement ;
- Vérification de l'opérateur (moteur-réducteur électrique, opérateur électro-hydraulique, etc...) ;
- Examen général du bon fonctionnement ;
- Vérification du verrouillage ;
- Vérification des éléments de guidage (rails, galets, etc...) ;
- Vérification des organes de commande et télécommande ;
- Vérification des systèmes d'équilibrage (contrepoids, ressorts, etc...) ;
- Vérification de l'armoire de commande et de ses composants ;
- Vérification des fixations ;
- Vérification du fonctionnement du système empêchant la chute du tablier ;
- Vérification de l'état des peintures et de la corrosion ;
- Vérification des batteries et des piles, lorsqu'elles existent.

Les prestations suivantes sont également intégrées au présent marché et incluses dans le prix forfaitaire :

Pour l'ensemble des établissements :

- L'ensemble des mesures d'entretien spécifiques destinées à supprimer ou atténuer les défauts présentant un danger pour la sécurité des personnes ou portant atteinte au bon fonctionnement de l'appareil qui serait repéré lors d'une visite.
- La réfection du marquage au sol et le remplacement des bandes de visualisation défectueuses.

Pour le C.H.B.A. uniquement :

- Remplacement systématique tous les 2 ans des sangles de relevage des portes souple entrée et sortie véhicules du sas des urgences (n°13352 et n°13353). Les sangles de ces portes sont remplacées dès la première année du contrat. Si l'entreprise constate une détérioration de ces sangles entre la période de remplacement systématique, elle prévoit un remplacement sans attendre ce délai.

B) Maintenance corrective (dépannages)

Ces interventions ont pour objet la remise en état des matériels et équipements défectueux suite à un dysfonctionnement ou une panne survenue de manière inopinée.

Le technicien remet le matériel en fonctionnement. En cas d'impossibilité, il en rend compte immédiatement au responsable du marché et il lui en indique la durée.

La maintenance corrective comprend :

- Le déplacement sur site à la demande de l'établissement ;
- La réparation ou le remplacement des éléments défectueux ;
- Les essais de remise en service.

Il informe l'établissement de la liste des pièces remplacées ou réparées au cours des dépannages. Elles sont indiquées sur la fiche de dépannage.

Les interventions de dépannages sont réalisées de façon majoritaire du **lundi au vendredi de 8h à 18h sauf jours fériés.**

Pour le Centre Hospitalier Bretagne Atlantique :

Dans le cadre du présent marché, le titulaire s'engage à assurer une astreinte technique permanente, 24 heures sur 24 et 7 jours sur 7, y compris les week-ends et jours fériés, afin de garantir la continuité de fonctionnement des installations appartenant au Centre Hospitalier Bretagne Atlantique.

Le titulaire dispose de tous les moyens nécessaires pour répondre à cette exigence d'astreinte. Le coût de cette astreinte est compris dans le forfait annuel défini pour le CHBA.

Les demandes d'intervention sont formulées par téléphone et/ou par télécopie. La procédure d'appel est remise avec l'offre. Le titulaire précise dans son mémoire technique les diverses solutions qu'il propose pour déclencher une intervention.

Le délai d'intervention c'est-à-dire la durée comprise entre l'appel téléphonique de l'établissement partie et l'arrivée du technicien de la société sur site ne doit pas excéder :

- 2 heures pour les établissements du continent
- 24 h pour le centre hospitalier de Belle île en mer

Le titulaire ne peut pas être tenu responsable d'un retard dû à un cas de force majeure ou indépendant de sa volonté (grèves, barrages, accidents...).

Le prestataire s'engage à une assistance par téléphone pendant la période de réception des appels.

Si aucun remplacement de matériel ne s'impose hormis le petit consommable, le temps de dépannage et la mise en service ne doit pas excéder :

- 8 h pour les établissements du continent à compter de l'appel initial du technicien
- 24 h pour le centre hospitalier de Belle île en mer à compter de l'appel initial du technicien

Si un remplacement de matériel s'impose, le titulaire établit, dans un délai de 24h, un devis mentionnant le délai de réparation qui doit être justifié par le titulaire. Le délai accepté par l'établissement devient contractuel et doit être respecté par le titulaire sous peine d'application des pénalités prévues au CCAP.

À l'issue de chaque intervention, le prestataire établit un compte-rendu en deux exemplaires, signés par le donneur d'ordre et par lui. Chacune des parties en conserve un exemplaire.

Il peut être suivi d'un devis indiquant la nécessité de certains travaux supplémentaires.

Le prestataire n'est pas responsable des dommages pouvant résulter d'un refus ou d'un retard du client à faire exécuter ces travaux.

C) Prestations spécifiques

Les prestations ponctuelles suivantes peuvent être demandées sur devis selon les conditions de l'annexe financière.

- Les travaux visant à modifier, améliorer, moderniser, mettre en conformité les installations faisant l'objet du présent CCTP. Pour les travaux importants de modernisation, une consultation spécifique est effectuée selon les règles de la commande publique.
- Les interventions consécutives à un acte de malveillance, à une utilisation anormale des équipements, ainsi qu'à celles consécutives à une catastrophe naturelle.

Ces prestations font l'objet d'un devis et ne peuvent être exécutées, sauf urgence expresse, qu'après délivrance d'un bon de commande de la part de l'établissement.

Les travaux neufs, en tant qu'investissement additionnels d'adjonction et de création d'installations nouvelles, sont exclus du marché.

Le prestataire est à même de proposer à la demande sur devis complémentaire des prestations spécifiques suivantes :

- Déménagement d'un matériel,
- Réalisation d'installation clés en main,
- Expertise et recommandations,
- Mesures et essais hors marché

D) Pièces

1 Pièce défectueuse

Lors de ses visites ou dépannages, le titulaire remplace les pièces défectueuses qu'il a constatées en mauvais état, après en avoir informé les services techniques de l'Hôpital.

Toute pièce remplacée est neuve, sauf accord entre les parties.

Le titulaire peut proposer au représentant technique du site concerné, ou ce dernier peut demander au titulaire, la réparation des pièces défectueuses en lieu et place de leur remplacement.

La réparation n'est envisagée que si son coût est nettement inférieur à celui d'une pièce neuve. En tout état de cause, c'est le représentant technique du site concerné qui prend la décision de la réparation.

2 Pièces sensibles

Le prestataire a précisé dans son offre, l'organisation qu'il propose pour permettre l'approvisionnement des pièces plus sensibles et qui pourraient immobiliser les matériels (moteur et carte de gestion).

Il a précisé toutes les informations nécessaires sur l'organisation de son stock, le délai d'approvisionnement qu'il propose pour ces pièces.

Il a proposé également toutes suggestions pour optimiser la réparation des équipements et notamment les plus sensibles.

3 Garanties des pièces

Tous les éléments, sous-ensembles ou composants remplacés au titre du présent marché sont garantis contre tout vice de fabrication, d'adaptation et de montage pendant une durée minimum d'un an à daté de leur mise en place.

ARTICLE 5 MODALITES D'EXECUTION

A) Prévention

La visite se fait sous couvert du représentant technique de l'établissement. L'entreprise respecte les règles d'hygiène, de sécurité et de discrétion propres à chaque établissement.

L'intervention du personnel du prestataire n'est pas entravée. Les accès à l'installation lui sont facilités.

Un plan de prévention est préalablement établi à la première intervention du prestataire et mis à jour.

En cas d'intervention sollicitée hors période de service, une présence dans le local de l'installation est assurée.

B) Accès-consignes

Le titulaire a pris en compte les difficultés particulières à la réalisation de ces contrôles : locaux inaccessibles pour raison médicale, locaux fermés pour raisons diverses, installations ne pouvant pas être coupées parce qu'elles sont en cours d'activité, etc. Ces contraintes spécifiques aux locaux hospitaliers ne constituent en aucun cas un motif d'abandon. Au

contraire, la visite de maintenance est alors reprogrammée à une date ultérieure, définie en collaboration avec le représentant technique de l'établissement.
Aucune plus-value n'est acceptée dans ces cas.

Le titulaire désigne un responsable qui est l'interlocuteur habituel du représentant technique de l'établissement. Le personnel d'intervention du titulaire est soumis aux dispositions générales prévues par le code du travail. Le personnel d'intervention du titulaire doit prendre connaissance des risques mis en évidence par l'étude sécurité spécifique à chaque appareil.

En cas de nécessité, Soudage et découpe au chalumeau ne peuvent s'effectuer qu'après l'obtention d'un permis feu délivré par le Service Prévention-sécurité du Centre Hospitalier.

Des extincteurs adaptés aux risques sont disposés à proximité des postes.

Ces travaux ne sont confiés qu'à des personnes qualifiées qui respectent les prescriptions fournies par le fabricant des équipements de soudage ou de découpage.

Les consignes sont claires et précises, l'intervenant doit posséder un matériel en état et conforme aux normes en vigueur.

Les travaux doivent cesser 2 heures avant la fin de la journée de travail (risque de chaleur résiduelle).

Le non-respect de la procédure de permis de feu expose l'entreprise à des pénalités.

Le personnel de l'entreprise intervenante est tenu de se conformer aux règles de fonctionnement spécifiques aux établissements hospitaliers, et en particulier aux règles d'hygiène, de sécurité et de respect de la confidentialité et de la dignité des patients.

En cas de manquement à ces obligations, le Centre Hospitalier se réserve le droit, à tout moment, de demander le remplacement de tout membre du personnel du titulaire et même de lui refuser l'accès des lieux en tout ou partie.

Le titulaire met en place l'ensemble des moyens conformes à la réglementation en vigueur nécessaire à la bonne exécution de ses prestations, notamment :

- L'outillage
- Les équipements de manutention
- Les échelles, échafaudages, plates-formes et platelages
- Les protections
- Les meubles vestiaires
- Les équipements de rangement des locaux de maintenance en complément de ceux fournis.

C) Clauses d'exécution environnementales

Le présent CCTP précise les obligations environnementales du titulaire dans l'exécution du marché public.

Les clauses d'exécution environnementales listées ci-dessous sont des obligations contractuelles que le titulaire doit respecter tout au long du marché public. Le non-respect est sanctionné par des pénalités prévues au CCAP.

Prévention des déchets

Dans le cadre de ses prestations, le titulaire du marché s'engage à adopter une démarche proactive de prévention des déchets, visant à limiter la quantité de déchets générés lors des opérations de maintenance des équipements.

Les produits et matériaux fournis pour la maintenance doivent être choisis en fonction de leur emballage. Le titulaire s'engage à privilégier les fournisseurs qui minimisent l'utilisation d'emballages superflus et utilisent des matériaux recyclables ou réutilisables.

Le titulaire doit réutiliser les pièces détachées en bon état issues de précédents démontages, sous réserve de leur conformité technique et réglementaire.

Le titulaire doit réaliser un suivi régulier de la quantité de déchets générée et mettre en place des actions correctives si nécessaire. Un rapport d'évaluation annuel doit être fourni, détaillant les actions mises en œuvre pour prévenir la production de déchets et les résultats obtenus (réduction du volume de déchets, réutilisation, recyclage, etc.).

Utilisation de produits écologiques

Lors de l'entretien et de la maintenance des équipements, le titulaire s'engage à privilégier l'utilisation de produits écologiques, non polluants, et respectueux de l'environnement, dans la mesure où cela est compatible avec la qualité et l'efficacité des prestations.

Les produits chimiques, notamment pour le nettoyage et l'entretien des installations, doivent être biodégradables et conformes aux normes environnementales en vigueur. L'entreprise doit fournir, dans un délai de 15 jours calendaires à compter de la demande de l'Etablissement, les fiches techniques et de sécurité des produits utilisés.

Sensibilisation et formation

Le personnel intervenant doit être formé :

- Aux gestes écoresponsables,
- À la manipulation sécurisée et écologique des produits et déchets,
- À l'écoconduite.

Sur demande de l'établissement partie, le titulaire doit fournir des attestations de formation ou une description des mesures prises dans un délai de 15 jours calendaires à compter de la demande de l'Etablissement.

ARTICLE 6 DOCUMENTS D'INTERVENTION

L'entreprise doit mettre à disposition de l'établissement une version électronique du carnet d'entretien consultable sur un portail informatique avec un accès personnalisé.

Ce carnet d'entretien électronique a été présenté dans le mémoire technique. Les spécificités de ce carnet électronique proposées à l'établissement pour faciliter le suivi de la maintenance ont été mises en évidence.

A) Compte rendus suite à intervention

Toutes les interventions donnent lieu à la rédaction d'un compte rendu qui atteste que les opérations prévues dans le présent marché ont bien été effectuées.

Immédiatement après l'intervention, le compte-rendu est rédigé lisiblement sur le carnet d'entretien de l'installation. La fourniture du carnet d'entretien est à la charge du titulaire lors de la première visite de maintenance.

Le carnet d'entretien est obligatoire et doit rester en permanence dans l'établissement. Il mentionne impérativement les points suivants de manière LISIBLE :

- La date de l'intervention ;
- Les heures de début et de fin d'intervention ;
- Le type d'intervention : maintenance préventive ou dépannage ;
- En cas de dépannage : la cause de la panne, la consistance de la réparation et le type de pièces remplacées ;
- En cas de maintenance préventive : les opérations de vérifications et les opérations de maintenance préventive réalisées ;
- Nom, fonction, qualification et signature de l'intervenant.

Dans tous les cas les techniciens signalent leur arrivée et leur départ selon l'établissement concerné : à l'accueil du site, au standard ou au poste de sécurité.

B) Compte rendus suite à panne provoquant une immobilisation de l'équipement supérieur à 6h00

Pour chaque panne immobilisant l'appareil pendant un délai supérieur à 6h00, le prestataire informe **par e.mail ou fax** le représentant technique de l'établissement en précisant les raisons du dépassement, ainsi que les dates et heures prévisionnelles de remise en service.

C) Compte rendus suite à panne répétitive

Dans le cas où trois pannes sont constatées dans un délai de 7 jours calendaires sur un même appareil, le titulaire du présent marché établit de manière systématique un compte rendu spécifique explicitant clairement la ou les causes de ces pannes et propose un plan d'action afin de solutionner définitivement le problème. Ce compte rendu doit être adressé au représentant technique de l'établissement par e.mail ou fax dans les 72h suivant la troisième panne de manière systématique.

D) Compte rendus annuels

Le prestataire de maintenance dresse un compte rendu annuel d'activité. Lors de la première année d'exploitation, ce rapport est remis dans les 30 jours suivant la fin du 6ème mois. Il est ensuite remis tous les ans à la même période que le premier rapport.

Le rapport fait apparaître :

- Le taux de panne annuel par appareil ;
- Les dates des visites de maintenance préventive par appareil ;
- Les actions de maintenance préventive et corrective effectuées par appareil ;
- Les travaux divers hors forfait par équipement ;
- Les heures et dates des dépannages.

E) Compte rendus sur demande de l'établissement

Le titulaire du marché dresse, sur simple demande du représentant technique de l'établissement et dans les 15 jours suivant sa requête, un compte rendu faisant apparaître les taux de disponibilité générale, les taux de pannes, les appels pour dépannage, les actions de maintenance préventive et corrective ainsi que leur date et durée.

F) Compte rendus sur GMAO du centre hospitalier Bretagne Atlantique

A la fin de chaque intervention de maintenance curative et/ou préventive, le prestataire renseigne la GMAO du CHBA sur un PC qui est mis à sa disposition dans les ateliers des sites de Vannes et d'Auray. Le numéro de la demande de GMAO créé doit apparaître sur la facture qui est transmise au CHBA afin que cette facture puisse être validée.

Si un équipement entretenu par la société n'était pas renseigné dans la liste globale des équipements, le technicien complète alors la liste ou le signale au responsable de l'atelier pour que ce dernier complète la liste.

La société ne doit pas présenter de facturation sans le n° de GMAO sous prétexte d'un manque de n° d'équipement.

Un technicien du CHBA accompagne le technicien de l'entreprise pour une explication de fonctionnement de la GMAO dès la prise en charge du contrat par l'entreprise et notamment pour ce qui concerne la création d'un équipement et d'un rapport

G) Information des usagers

Toute immobilisation des appareils supérieure à 6h00 doit être signalée par l'entreprise à l'attention des usagers par apposition d'une affiche sur l'équipement, portant impérativement mention de la date prévisionnelle de remise en service.